

France

82%

des chefs d'entreprise estiment que la France est trop dépendante des importations de combustibles fossiles en provenance d'autres pays, tandis que 90 % considèrent que l'électrification est un moyen efficace de réduire cette dépendance

La volatilité des importations de combustibles fossiles, associée à la volonté politique de la France d'asseoir sa souveraineté économique, renforce le soutien accordé à une électrification alimentée par des sources d'électricité nationales, parmi lesquelles les énergies renouvelables sont les plus compétitives et les plus abordables.

Ce dont les entreprises ont besoin

Les chefs d'entreprise souhaitent davantage d'incitations fiscales, telles que des prêts à taux bas et des mesures fiscales, afin de couvrir les coûts initiaux liés à l'électrification de leurs activités.

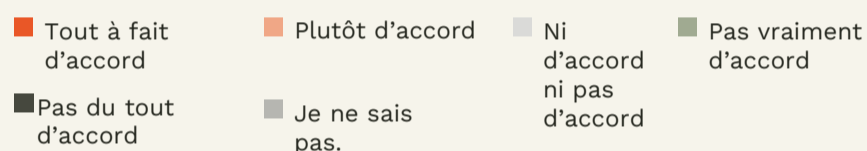
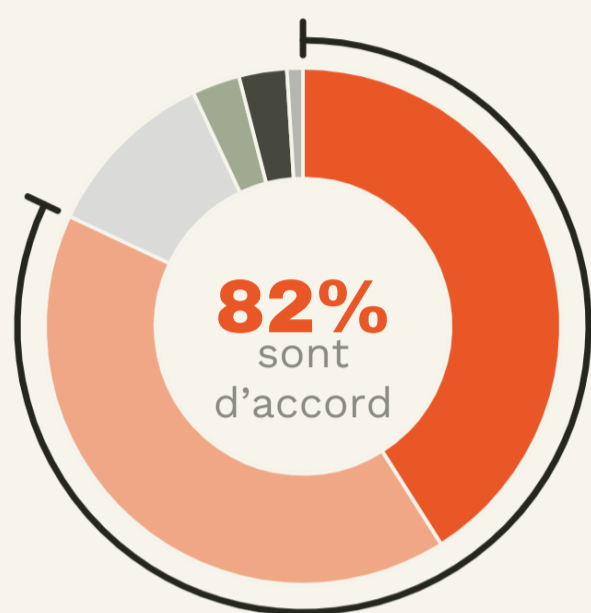
Cadre politique

La France est résolument favorable à l'électrification de l'ensemble de son économie, comme en témoigne la récente politique «Électrifions la France !» du gouvernement. Cette nouvelle politique, inspirée de plans nationaux antérieurs tels que la dernière édition de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE 3), présente une série de mesures ambitieuses visant à électrifier l'environnement bâti, les transports, l'industrie et l'agriculture. Elle prévoit également des mesures visant à

renforcer le réseau électrique grâce à une approche « premier arrivé, premier servi » à l'intention des porteurs de projets énergétiques, ainsi que des options de raccordement temporaire.

La raison d'être du plan d'électrification du gouvernement est résumée dans le sous-titre de la nouvelle politique : fournir « une énergie moins chère, plus souveraine et plus durable ». Ces objectifs trouvent un écho particulièrement favorable auprès du secteur privé, surtout en cette période de tensions géopolitiques croissantes. Bien qu'elle dispose de l'un des systèmes électriques les plus propres d'Europe (les énergies fossiles représentant moins de 4 % de la production d'électricité), la France ne recourt à l'électricité que pour environ 26 % de sa consommation totale d'énergie ; la majeure partie (58 %) provient du pétrole et du gaz, dont l'essentiel est importé.

Les dirigeants français estiment que la France dépend trop des importations de combustibles fossiles.



Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec les énoncés suivants ? : La France est trop dépendante des importations de combustibles fossiles en provenance d'autres pays.

Cela rend la France vulnérable aux chocs de prix liés aux tensions géopolitiques, comme l'affirment 69 % des chefs d'entreprise. Une grande partie du monde des affaires estime également que la France dépend trop des importations de combustibles fossiles (82 %) et que l'électrification constitue un moyen efficace de réduire cette dépendance (90 %). Les énergies renouvelables jouent un rôle important dans la réalisation des objectifs de la France en matière d'électrification. Il est intéressant de noter que les chefs d'entreprise ajoutent la création d'emplois à la liste des avantages attendus dressée par le gouvernement, 75 % d'entre eux estimant que la transition vers un système électrique fondé sur les énergies renouvelables contribuera à créer des emplois.

Il est cependant important de souligner que la politique du gouvernement n'oppose pas les énergies renouvelables au nucléaire, mais voit dans ces deux sources d'énergie les catalyseurs d'une électrification accrue. En tant qu'objectif final, le recours à l'électricité pour couvrir une part plus importante de la demande énergétique est largement encouragé par l'industrie. Cette opinion est confortée par les avantages perçus que l'électrification apporte au niveau de l'entreprise ; en tête de liste figurent le renforcement de la compétitivité (77 %) et la croissance de l'activité (77 %).

Point de vue des entreprises

Les arguments économiques qui sous-tendent la volonté de la France de passer à l'électrique trouvent un écho particulièrement favorable auprès des entreprises. Outre la compétitivité et la croissance, les chefs d'entreprise citent la réduction des factures d'énergie (45 %) et la stabilisation des prix (32 %) parmi les principaux avantages de l'électrification, ce qui va dans le sens des objectifs du gouvernement en matière de baisse des coûts énergétiques. Une large majorité (82 %) des cadres est également convaincue que le passage à l'électrique dans leur entreprise permettra de réduire les coûts d'exploitation à long terme. Cela dit, les chefs d'entreprise s'accordent à dire que l'électrification ne progresse pas assez vite ; les trois quarts (75 %) des cadres supérieurs estiment que les politiques gouvernementales avancent trop lentement pour soutenir le rythme d'électrification dont leurs entreprises ont besoin.

France



Le manque de cohérence des politiques fait aussi souvent l'objet de critiques. Il convient de noter que 70 % des cadres supérieurs estiment que les politiques et les mesures incitatives du gouvernement changent trop souvent, ce qui complique l'électrification des activités. Ce pourcentage est le plus élevé parmi les marchés hors émergents. Le cas de la PPE 3 est éloquent.

Elle prévoit une clause de révision annuelle dont la date coïncide avec l'année de l'élection présidentielle. Malgré toutes ces inquiétudes, plus des trois quarts (87 %) des chefs d'entreprise prévoient toutefois d'électrifier leurs activités d'ici 2035, voire avant.